

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

REF : DR – N° 2023-93

THEME : FINANCES BUDGET COMMUNAL

OBJET : BUDGET COMMUNAL : AUTORISATION D'ENGAGEMENT ANTICIPÉ DE
DÉPENSES INVESTISSEMENT AU TITRE DE L'EXERCICE 2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 12 décembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 18 décembre 2023 à 18 h 30, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Renaud DONZEL,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Nathalie ROMNET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Suzy CASSAR,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Bertrand BONNAMOUR
Nathalie TISSOT,
Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.



Monsieur Le Maire, explique au Conseil Municipal que le code général des collectivités territoriales (CGCT) encadre les dépenses et recettes qui peuvent être effectuées avant le vote du budget, pour permettre le fonctionnement des services municipaux.

Ainsi, jusqu'à l'adoption du budget prévu en mars 2024, l'article L1612-1 du CGCT autorise le maire à :

- Mettre en recouvrement les recettes et à engager, liquider et mandater les dépenses de la section fonctionnement dans la limite des crédits inscrits au budget de l'année précédente ;
- Mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital de la dette venant à échéance avant le vote du budget ;
- Engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (hors autorisation de programme) dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent déduction faite des dépenses des chapitres 16 et 18, sur autorisation du conseil municipal ;

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Il est ainsi proposé au conseil municipal de procéder à l'ouverture anticipée des crédits d'investissement (hors AP) avant le vote du budget primitif 2024 comme suit :

Chapitre	Libellé	Montant voté au BP 2023	Pourcentage autorisé	Montant disponible en dépenses anticipées 2024
20	Immobilisations incorporelles	77 640,00 €	25%	19 410,00 €
204	Subventions d'équipements versées	99 911,22 €	25%	24 977,81 €
21	Immobilisations corporelles	1 060 585,47 €	25%	265 146,37 €
23	Immobilisations en cours	132 892,28 €	25%	33 223,07 €

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **D'autoriser** l'engagement et le mandatement anticipés de dépenses d'investissement sur l'exercice 2024 du budget communal dans la limite des montants ci-dessus fixés
- **De charger** Monsieur Le Maire de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.